

(*2) Les brandlôriens, y compris les chefs du SAP qui restent encore aujourd'hui quant à la théorie les élèves de Talheimer, ne virent dans la politique de l'Internationale Communiste que de "l'ultra-gauchisme" et nièrent (ils continuent à le nier) la notion même de centrisme bureaucratique. La "quatrième période" actuelle, alors que Staline, par le crochet de l'Internationale Communiste, tire le mouvement ouvrier européen à droite du réformisme officiel, montre combien superficielle et opportuniste est la philosophie politique de Talheimer-Walcher et consorts. Ces gens-là ne savent approfondir aucune question jusqu'au bout. C'est précisément pourquoi ils ont une telle répulsion pour le principe de dire ce qui est, c'est-à-dire pour le principe suprême de toute analyse scientifique et de toute politique révolutionnaire.

.../...

en bonapartisme.

La notion de bonapartisme, trop vaste, exige des concrétisations. Dans ces dernières années, nous avons donné ce nom aux gouvernements capitalistes qui, exploitant l'antagonisme des camps prolétarien et fasciste et s'appuyant immédiatement sur l'appareil militaire et policier, s'élèvent au-dessus du Parlement et de la démocratie, en tant que sauveurs de "l'unité nationale". Nous avons toujours strictement distingué ce bonapartisme de décadence du bonapartisme jeune, offensif, qui fut non seulement le fossoyeur des principes politiques de la révolution bourgeoise, mais encore le gardien de ses conquêtes sociales. Nous avons donné à ces deux phénomènes le même nom, parce qu'ils ont des traits communs : dans le vieillard, on peut reconnaître le jeune homme, malgré l'oeuvre impitoyable des ans.

Nous comparons, bien entendu, le bonapartisme actuel du Krenlin, au bonapartisme de l'ascension bourgeoise, et non du déclin : au Consulat et au Premier Empire, et non à Napoléon III et encore moins à Schleicher ou à Doumergue. Pour faire une telle analogie il n'est pas besoin d'attribuer à Staline les traits de Napoléon Ier : quand les conditions sociales l'exigent, le bonapartisme peut se former autour d'axes de calibre bien différent.

Du point de vue qui nous intéresse, la différence des bases sociales des deux bonapartismes, d'origine jacobine et d'origine soviétique, est beaucoup plus importante. Dans un cas, il s'agit de la consolidation de la révolution bourgeoise par la voie de la liquidation de ses principes et de ses institutions politiques. Dans l'autre cas, il s'agit de la consolidation de la révolution ouvrière et paysanne par la voie de l'écrasement de son programme international, de son Parti dirigeant, de ses Soviets. En développant la politique de Thermidor, Napoléon mena la lutte non seulement contre le monde féodal, mais aussi contre la "plèbe" et les milieux démocratiques de la petite et moyenne bourgeoisie ; il concentra de cette façon les avantages du régime engendré par la révolution dans les mains d'une nouvelle aristocratie bourgeoise. Staline maintient les conquêtes de la Révolution d'Octobre non seulement contre la contre-révolution féodalo-bourgeoise, mais aussi contre les prétentions des travailleurs, leurs impatiences, leur mécontentement ; il écrase l'aile gauche, qui exprime les tendances progressives et historiquement légitimes des masses ouvrières non-privilegiées ; il crée une nouvelle aristocratie à l'aide d'une extraordinaire différenciation dans les salaires, les privilèges, les décorations, etc. S'appuyant sur la couche supérieure de la nouvelle hiérarchie sociale contre la couche inférieure (et parfois inversement) Staline est parvenu à une complète concentration du pouvoir entre ses mains. Comment appeler ce régime autrement que bonapartisme soviétique ?

Par son essence même, le bonapartisme ne peut se maintenir longtemps : une bille posée au sommet d'une pyramide doit infailliblement tomber d'un côté ou de l'autre. Mais c'est précisément ici, comme nous l'avons déjà vu, que l'analogie historique ne franchit pas ses limites. Le renversement de Napoléon n'est pas passé sans laisser de traces sur les rapports entre les classes ; mais au fond la pyramide sociale de la France conserve son caractère bourgeois. L'effondrement inévitable du bonapartisme stalinien met maintenant même un point d'interrogation sur le maintien du caractère d'Etat ouvrier de l'URSS. L'économie socialiste ne peut s'édifier sans pouvoir socialiste. Le sort de l'URSS en tant qu'Etat SOCIALISTE dépend du régime POLITIQUE qui viendra remplacer le bonapartisme stalinien. Seule l'avant-garde du prolétariat, si elle réussit à rassembler de nouveau autour d'elle les travailleurs de la ville et des champs, peut régénérer le système soviétique.

CONCLUSIONS

De notre analyse découle une série de conclusions que nous exposons ici sous une forme concise :

1. Le Thermidor de la grande Révolution Russe n'est pas devant nous, mais déjà loin en arrière. Les Thermidoriens peuvent célébrer, par exemple, le dixième anniversaire de leur victoire.
2. Le régime politique actuel de l'URSS est un régime de bonapartisme "soviétique" (ou antisoviétique), plus proche par son type de l'Empire que du Consulat.